

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Vacance du pouvoir: Michel-Philippe Nze recadre Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

La réaction du Parti démocratique gabonais (PDG) ne s'est pas fait du tout attendre, au lendemain de la déclaration du vice-président et porte-parole de l'Union nationale (UN), Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, dans laquelle il a appelé à "organiser sans délai la vacance de la présidence de la République".

Particulièrement indigné, le secrétaire général adjoint 2 du Parti démocratique gabonais (PDG), Michel-Philippe Nze, a dénoncé "une déclaration insensée guidée par la seule obstination d'attenter à l'honorabilité du président de la République".

Pas du tout tendre, derrière cette déclaration, Michel-Philippe Nze y a vu "une insistance de la bêtise" et une volonté de son auteur, en manque de notoriété, "de faire parler de lui". D'autant que, selon lui, le débat sur la vacance du pouvoir a été "définitivement bouclé par la justice gabonaise". De fait, à ses yeux, les propos de Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi sont dénués de tout sens et d'objet pertinent. "Au demeurant, on de-



Le secrétaire général adjoint 2 du PDG, Michel-Philippe Nze, dénonçant les propos du vice-président de l'UN.

vine sans peine que le porte-parole de l'UN souffre d'un manque notoire d'inspiration. D'où le besoin de remettre sur le tapis un vieux sujet qui a déjà trouvé son épilogue devant les tribunaux. Et même si sa préoccupation était sincère, pourquoi ne pas laisser les Gabonais décider librement du sort d'Ali Bongo Ondimba lors des élections présidentielles de 2023?", s'est-il interrogé.

Et d'ajouter: "Ou bien, c'est nous qui ne comprenons rien à

la manœuvre de Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi. Oui, peut-être qu'au fond c'est le fait de voir Ali Bongo Ondimba en mouvement et de plus à l'offensive sur le terrain qui le met en courroux et l'empêche de rêver à un avenir ministériel? Connaissant le côté ambitieux du personnage que les proches qualifient de colérique et qui aime dire à ceux qui veulent l'entendre qu'il est le seul et vrai énarque du Gabon, cette explication est tout à fait plausible".

Décès de l'ancien ministre d'État Jean-Rémy Pency Bouyiki

ENA
Libreville/Gabon

Jean-Rémy Pency-Bouyiki, membre de plusieurs gouvernements sous Omar Bongo Ondimba (il a même été ministre d'État en charge de l'Habitat), est décédé le 16 mai 2022, au Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul) des suites d'une maladie.

Il avait été ministre de la Santé, de la Communication, des PME-PMI et du Commerce. Dans cette foulée, Jean-Rémy Pency Bouyiki avait été, dans les années 90, un membre important des "Rénovateurs". Courant politique du Parti démocratique gabonais (PDG) dont le chef de file était Ali Bongo Ondimba. Il avait créé l'un des plus importants groupes socioculturels de l'Union des Femmes du PDG (UFPDG), "Moutsokini". Docteur en sociologie, il avait dispensé des cours à l'UOB (Université Omar-Bongo). Le 30 mars 2022, il avait déclaré

soutenir le président de la République, Ali Bongo Ondimba, si ce dernier venait à être candidat à sa propre succession en 2023. Après avoir été longtemps l'un des hiérarques du Parti démocratique gabonais dont il a dirigé des années durant l'Union des Jeunes (UJPDG), il avait fini par s'en démarquer, prétextant d'énormes incompatibilités d'humeur et de comportement avec ses nouveaux dirigeants. En 2009, Pency Bouyiki a mis sur pied une formation politique, "le Parti démocratique pour l'action et les libertés" (Padeal).

Au cours de sa dernière sortie du 30 mars dernier, il parlait d'"une idée lumineuse" à proposer au chef de l'État "pour insuffler un rebond au pays". On sait que l'homme a connu une longue traversée du désert et enduré des soucis avec la justice, notamment sur un litige qui l'opposait à la pharmacie le Président et un autre dossier au tribunal avec un homme d'affaires.



Jean-Rémy Pency Bouyiki a tiré sa révérence.

Tribune des partis politiques

Tuer dans l'œuf la chienlit en gestation!

Du fait de son histoire mais surtout de sa longévité au pouvoir, il est difficile voire impossible de refuser au Parti démocratique Gabonais (PDG) son étiquette de "parti de masse". Après cette lapalissade, force est de reconnaître que c'est également la formation politique enregistrant le plus de désordre...

La récente mise en garde de Steeve Nzegho Dieko, secrétaire général du "rouleau compresseur", à l'endroit des militants et militantes récalcitrants constitue la parfaite illustration du "désordre ambiant" régnant du côté de Louis. Un désordre qui devait très certainement aller de mal en pis, n'eut été l'ultimatum lancé par le "natif de Makokou".

À l'approche de chaque élection présidentielle, le scénario est en effet le même. Bon nombre de militantes et militants zélés veulent impérativement montrer leur loyauté pour ne pas dire dévotion parfois tapageuse. Une cour – n'ayons pas peur des mots – outrancière en direction de leur "Distingué camarade président". Pour ne pas retomber dans lesdits travers, le nouveau SG de l'ancien parti unique a donc tapé du poing sur la table. Pour lui, "(...) seul le parti à travers ses organes habilités, est autorisé à solliciter à nouveau, en tant que besoin, l'indulgence de notre champion, détenteur du titre, pour daigner accepter de se porter candidat au combat en

2023". Voilà de quoi couper l'herbe sous le pied à de nombreux "profito-situationnistes" en quête d'espèces sonnantes et trébuchantes durant la période électorale à venir.

En réalité, la décision du nouvel "homme fort de Louis" n'est que la suite logique du nettoyage des écuries d'Augias commencé par son prédécesseur, Éric Dodo Bouguendza, qui, en son temps, avait interdit aux siens de se cacher sous le paravent des mouvements de soutien "factices" au "DCP".

Yannick Franz IGOHO